

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, le 9 février 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le montant des allocations et indemnités des membres et le statut du secrétaire permanent, du secrétaire adjoint et du personnel du secrétariat de la Commission nationale de l'aménagement du territoire", a donné le 16 février 1965 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e februari 1965 door de Minister van Openbare Werken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen aan de leden, alsmede van het statuut van de vaste secretaris, de adjunct-secretaris en het personeel van het secretariaat der Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening", heeft de 16e februari 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet a un double objet. D'une part, il fixe le montant des allocations, indemnités et jetons de présence du président et des membres de la Commission. D'autre part, il détermine le statut des membres du personnel du secrétariat de la Commission. En ce qui concerne le second objet, le projet ne fixe pas à proprement parler un statut particulier. Il se borne à apporter certaines dérogations au statut des agents de l'Etat.

+

+ +

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal fixant le montant des allocations, indemnités et jetons de présence accordés aux président et membres de la Commission nationale de l'aménagement du territoire. et déterminant le statut du secrétaire permanent, du secrétaire adjoint et du personnel du secrétariat de cette Commission".

+

+ +

Au deuxième alinéa du préambule, il n'est pas nécessaire de viser l'article 4 de la loi du 29 mars 1962.

+ + +

Le projet constitue une partie du règlement organique du personnel du Ministère des Travaux publics et déroge au statut des agents de l'Etat. Le troisième alinéa du préambule doit donc être rédigé de la façon suivante :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment les articles 6 et 116;".

+

+ +

.../...

Au quatrième alinéa du préambule, il y a lieu de viser les articles 5, 13 et 14 de l'arrêté royal fixant l'organisation et les règles de fonctionnement de la Commission nationale de l'aménagement du territoire tel que le projet en a été soumis au Conseil d'Etat (avis L.8707/2) et de remplacer les mots "notre arrêté" par les mots "l'arrêté royal".

+

+ +

Le cinquième alinéa du préambule vise la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique. Les lois relatives au personnel d'Afrique ont été coordonnées par un arrêté royal du 21 mai 1964. Il n'est pas nécessaire de viser ces lois coordonnées au préambule puisque le projet ne contient aucune mesure d'exécution de ces lois. Le cinquième alinéa du préambule devrait donc être omis. Toutefois, dans la mesure où les emplois du secrétariat de la Commission seront conférés par voie de recrutement, ce qui sera le cas lorsque des agents d'organismes d'intérêt public seront nommés au secrétariat de la Commission, le Gouvernement devra se conformer aux prescriptions des lois coordonnées relatives au personnel d'Afrique.

+

+ +

Au huitième alinéa du préambule, il n'est pas nécessaire de mentionner la date de l'avis du comité général de consultation syndicale.

+

+ +

.../...

Article 2.

A la fin du premier alinéa, les mots "désire recueillir l'avis" devraient être remplacés par les mots "recueille l'avis".

L'expression "fonctionnaires généraux" n'est définie par l'article 83 du statut des agents de l'Etat que pour déterminer la compétence de la chambre de recours des fonctionnaires généraux. Il convient d'employer, comme à l'article 53 du statut des agents de l'Etat, l'expression "fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15". Il est, dès lors, proposé de remplacer les alinéas 2 et 3 par un seul alinéa rédigé de la façon suivante :

"Ils bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours entre leur résidence effective et Bruxelles et du remboursement de leurs frais de séjour, selon le tarif appliqué aux fonctionnaires de l'Etat titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15".

Article 3.

Les membres du personnel du secrétariat de la Commission prestent leurs services à une administration de l'Etat. Ils sont donc agents de l'Etat au sens de l'article 1er du statut, et dès lors soumis à ce statut.

On pourrait déduire de l'article 13, alinéa 2 du projet d'arrêté royal fixant l'organisation et les règles de fonctionnement de la Commission nationale de l'aménagement du territoire, que l'intention du Gouvernement était de donner à ces agents un statut particulier.

Il n'en est pas ainsi, le projet se borne à établir deux dérogations à ces règles statutaires : la première, contenue à l'article 3, concerne le recrutement et l'avancement; la seconde, contenue à l'article 4, concerne la prise en considération pour l'avancement de traitement des services accomplis dans un "établissement paraétatique". Cette règle déroge à l'article 14 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères. Il n'est donc pas inutile de rappeler que ce personnel est, sous réserve de certaines dérogations, soumis au statut des agents de l'Etat et aux arrêtés qui le complètent.

Il suffit, dès lors, de préciser dans le texte que ces agents sont agents de l'Etat au sens du statut et d'indiquer ensuite les dérogations que le Gouvernement entend apporter à ce statut.

Il résulte du projet que les agents qui sont nommés aux emplois du cadre du secrétariat de la Commission conservent ou acquièrent la qualité d'agents de l'Etat du Ministère des Travaux publics et qu'ils pourront ensuite faire l'objet d'une promotion, d'un changement de grade ou d'un transfert à un autre emploi du cadre du personnel de ce même Ministère. Sur ce point, le projet s'écarte de la solution adoptée par l'article 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 27 juillet 1964 portant réglementation de la fonction de conciliateur social, qui dispose que les conciliateurs sociaux, qui sont aussi nommés selon des règles dérogeant aux dispositions du statut relatives au recrutement, "ne peuvent poser leur candidature à une nomination par promotion, par changement de grade ou par transfert". L'interprétation donnée ci-dessus au projet est confirmée par le délégué du Ministre, qui ajoute

toutefois que, selon les intentions du Ministre, les emplois du secrétariat de la Commission pourraient soit être conférés définitivement à des personnes qui conserveront ou acquerront la qualité d'agent de l'Etat du Ministère des Travaux publics, soit être attribués par voie de détachement à des personnes qui conserveront leur qualité antérieure d'agent de l'Etat d'un autre Ministère ou d'agent d'un organisme d'intérêt public. La possibilité de recourir à ce second mode de désignation devrait être prévue par le projet. Il ne sera possible d'y recourir que lorsque le statut auquel le candidat est soumis, permet de le détacher dans un Ministère en lui conservant sa qualité antérieure. Tel sera notamment le cas des agents de l'Etat qui, en vertu des articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, peuvent être mis en disponibilité pour mission spéciale. Les arrêtés de nomination devront donc indiquer clairement si l'agent est nommé définitivement à un emploi du cadre du secrétariat de la Commission, ou s'il est simplement détaché de son administration pour occuper un emploi de ce cadre. Le délégué du Ministre déclare que, dans ce dernier cas, l'agent ne pourra bénéficier ni d'une promotion, ni d'un transfert, ni d'un changement de grade au Ministère des Travaux publics.

Le premier alinéa de l'article 3 prévoit que peuvent être nommés aux emplois du cadre organique du secrétariat de la Commission, les agents de l'Etat "ou les agents d'organismes d'intérêt public bénéficiant des dispositions de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit". Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre,

.../...

que les organismes d'intérêt public visés par cette expression sont ceux qui sont désignés par un arrêté royal pris en exécution de la loi du 28 avril 1958.

Le second alinéa de l'article 3 dispose que "les nominations se font sans l'intervention du conseil de direction". Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que l'intention du Gouvernement est d'écarter non seulement l'intervention du conseil de direction, mais aussi l'ensemble des règles statutaires relatives au recrutement et à la carrière. Il est indispensable que le texte soit précisé sur ce point.

Il n'est pas nécessaire de rappeler au second alinéa de l'article 3, que le secrétaire permanent et le secrétaire adjoint sont nommés par le Roi, cette règle étant déjà énoncée à l'article 5, alinéa 1er, du projet d'arrêté royal fixant l'organisation et les règles de fonctionnement de la Commission nationale de l'aménagement du territoire.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 3 de la façon suivante :

"Article 3.-

§ 1er. Les membres du personnel du secrétariat de la Commission ont la qualité d'agent de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937; ils dépendent du Ministère des Travaux publics.

Toutefois les règles du statut des agents de l'Etat et les arrêtés relatifs au recrutement et à la carrière des agents ne sont pas applicables aux nominations et promotions aux emplois du cadre du secrétariat de la Commission.

Peuvent être nommés aux emplois de ce cadre, pour autant qu'ils comptent au moins trois années de service, les agents de l'Etat et les agents des organismes d'intérêt public auxquels a été rendu applicable le régime des pensions de retraite et de survie prévu par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

A l'exception du secrétaire permanent et du secrétaire adjoint, les membres du personnel du secrétariat de la Commission sont nommés par le Ministre des Travaux publics.

§ 2. Par dérogation au § 1er, le Roi, lorsqu'il s'agit des emplois de secrétaire permanent ou de secrétaire adjoint, et le Ministre, lorsqu'il s'agit des autres emplois, peuvent désigner pour occuper des fonctions du cadre du secrétariat de la Commission des agents qui satisfont aux conditions énoncées au § 1er, alinéa 3, du présent article et qui sont détachés de leur administration, selon les règles de leur statut propre.

Le § 1er, alinéa 2, du présent article est applicable à ces désignations.

Les agents désignés en application de l'alinéa 1er du présent paragraphe, ne peuvent en cette qualité faire l'objet d'une nomination par promotion, par changement de grade ou par transfert dans des autres services du Ministère des Travaux publics .

Ces agents sont soumis en ce qui concerne les traitements, la discipline et les congés, aux mêmes règles que les agents mentionnés au § 1er du présent article".

Article 4.

Cet article prévoit que pour la fixation du traitement des membres du personnel désignés par le Ministre "peut être comptée comme services admissibles toute période d'activité prestée antérieurement à l'Etat ou dans un établissement paraétatique". Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre que pour l'application de l'article 4, il n'y a pas lieu de faire une distinction entre les agents des grades supérieurs qui relèvent du pouvoir de nomination du Roi et les agents des grades inférieurs qui relèvent du pouvoir de nomination du Ministre. Il en résulte aussi qu'il ne doit pas être déduit de l'emploi du mot "peut" que le Ministre pourrait refuser de tenir compte pour le calcul du traitement d'un agent, des années de service mentionnées par cet article. Pour éviter des contestations, il convient d'éviter d'employer ce mot. Il apparaît, en outre, des explications données par le délégué du Ministre que l'expression "établissement paraétatique" employée à l'article 4 correspond, dans l'intention du Gouvernement, à l'expression "organismes d'intérêt public etc. ..." employée à l'article 3.

Il n'est pas nécessaire de prévoir qu'il sera tenu compte pour l'ancienneté de traitement, des services prestés à l'Etat puisque cette règle est déjà énoncée à l'article 14 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

.../...

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 4 de la façon suivante :

"Article 4.-

Pour la fixation du traitement des membres du personnel du secrétariat de la Commission sont comptées comme services admissibles, outre les services rendus admissibles par le statut pécuniaire du personnel des Ministres, toutes périodes d'activité accomplies dans un organisme d'intérêt public dont le personnel a été soumis au régime des pensions de retraite et de survie prévu par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit".

Article 5.

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre, qu'il n'est pas nécessaire de prévoir l'équivalence des grades et des traitements pour les membres du personnel **autres** que le secrétaire permanent et le secrétaire adjoint parce que le cadre ne prévoira, outre ces deux grades, que des grades qui figurent déjà dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, et dans l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs Ministères.

.../...

Les grades de secrétaire permanent et de secrétaire adjoint de la Commission nationale de l'aménagement du territoire étant des grades des agents de l'Etat doivent être classés à un niveau et à un rang déterminés. Il convient, pour éviter que le classement des grades des agents de l'Etat ne résulte d'un ensemble de textes dispersés, que ce classement soit opéré dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964.

Quant aux échelles de traitement des grades de secrétaire permanent et de secrétaire adjoint de la Commission nationale de l'aménagement du territoire, elles doivent être fixées par l'arrêté royal qui doit être pris pour fixer les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère des Travaux publics.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

"Article 5.-

Les modifications suivantes sont apportées au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat :

- 1° Sous le titre "I.- Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française":
 - a) les mots "secrétaire adjoint de la Commission nationale de l'aménagement du territoire" sont insérés sous la rubrique "Rang 13" entre les mots "Président de comité d'acquisition" et les mots "Traducteur-directeur";

.../...

- b) les mots "secrétaire permanent de la Commission nationale de l'aménagement du territoire" sont insérés sous la rubrique "Rang 14" avant la mention "Grade supprimé (2)".

2° Sous le titre "II.-Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise" :

- a) les mots "secrétaire adjoint de la Commission nationale de l'aménagement du territoire" sont insérés sous la rubrique "Rang 13" entre les mots "chef national adjoint" et les mots "président adjoint de comité d'acquisition" ;
- b) les mots "secrétaire permanent de la Commission nationale de l'aménagement du territoire" sont insérés sous la rubrique "Rang 14" entre les mots "Inspecteur des finances" et les mots "grade supprimé (2)".

En raison de cette modification apportée à l'article 5 du projet, il y a lieu d'insérer au préambule, après le troisième alinéa, un alinéa nouveau rédigé comme suit :
"Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;".

Article 6.

Cet article n'indique pas la date à laquelle le projet doit sortir ses effets. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre, que le Gouvernement n'a pas l'intention de donner au projet un effet rétroactif. Cet article doit, dès lors, être rédigé de la façon suivante:
"Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Het doel van het ontwerp is tweërlei. Het bepaalt enerzijds het bedrag van de toelagen en vergoedingen en van het presentiegeld van de voorzitter en van de leden en, anderzijds, het statuut van het secretariaatspersoneel van de Commissie. Voor het personeel stelt het ontwerp eigenlijk geen bijzonder statuut vast maar beperkt het zich tot een aantal afwijkingen van het statuut van het rijkspersoneel.

+

+ +

Voorgesteld wordt, het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag van de toelagen en vergoedingen en van het presentiegeld toegekend aan de voorzitter en de leden van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening, en van het statuut van de vaste secretaris, de adjunct-secretaris en het personeel van het secretariaat van die Commissie".

+

+ +

In het tweede lid van de aanhef hoeft niet te worden verwezen naar artikel 4 van de wet van 29 maart 1962.

+

+ +

.../...

Het ontwerp vormt een gedeelte van het organiek reglement van het personeel van het Ministerie van Openbare Werken en wijkt af van het statuut van het rijkspersoneel. Het derde lid van de aanhef moet dan ook als volgt worden gelezen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op de artikelen 6 en 116 ; ".

+

+ +

In het vierde lid van de aanhef moet worden verwezen naar de artikelen 5, 13 en 14 van het koninklijk besluit tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening, waarvan het ontwerp aan de Raad van State is voorgelegd (advies L.8707/2). Ook vervange men de woorden "ons besluit" door "het koninklijk besluit".

+

+ +

Het vijfde lid van de aanhef verwijst naar de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika. De wetten betreffende het personeel in Afrika zijn gecoördineerd bij koninklijk besluit van 21 mei 1964. In de aanhef hoeft naar die gecoördineerde wetten niet te worden verwezen, want het ontwerp bevat geen maatregel tot uitvoering van die wette

.../...

Het vijfde lid van de aanhef zou dus moeten vervallen. Voor zover nochtans de betrekkingen bij het secretariaat van de Commissie door werving worden verleend, hetgeen het geval zal zijn als ambtenaren van instellingen van openbaar nut bij het secretariaat van de Commissie worden benoemd, zal de Regering zich moeten gedragen naar de voorschriften van de gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika.

+
+ +

In het achtste lid van de aanhef hoeft de datum van het advies van de algemene syndicale raad van advies niet te worden vermeld.

+
+ +

Artikel 2.

Aan het slot van het eerste lid zouden de woorden "wenst in te winnen" moeten worden vervangen door "inwint".

De term "opperambtenaren" (in het ontwerp "ambtenaren-generaal" genoemd) is in artikel 83 van het statuut van het rijkspersoneel alleen omschreven om de bevoegdheid van de raad van beroep voor opperambtenaren te bepalen. Zoals in artikel 53 van het statuut van het rijkspersoneel, gebruike men hier de term "ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15". Derhalve wordt voorgesteld, het tweede en het derde lid te vervangen door één lid, luidend als volgt :

.../...

"Hun reiskosten tussen hun werkelijke verblijfplaats en Brussel, en hun verblijfkosten worden terugbetaald volgens het tarief dat wordt toegepast voor rijksambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15".

Artikel 3.

De leden van het personeel van het secretariaat van de Commissie verstrekken hun diensten in een rijksbestuur. Zij zijn dus rijksambtenaar in de zin van artikel 1 van het statuut en derhalve aan dat statuut onderworpen.

Uit artikel 13, tweede lid, van het ontwerp-koninklijk besluit tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening zou kunnen worden afgeleid, dat de Regering die ambtenaren een bijzonder statuut wilde verlenen. Dat is niet het geval, want het ontwerp beperkt zich tot het vaststellen van twee afwijkingen van die statuutregel : een eerste afwijking, bepaald in artikel 3, heeft betrekking op de werving en de bevordering; de tweede, bepaald in artikel 4, heeft betrekking op het in aanmerking nemen, voor de bevordering tot een hogere wedde, van de in een "parastatale instelling" verrichte diensten. Die regel wijkt af van artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries. Het is dan ook niet overbodig erop te wijzen dat bedoeld personeel, behoudens sommige afwijkingen, onderworpen is aan het statuut van het rijkspersoneel en aan de besluiten die het aanvullen.

.../...

Derhalve kan worden volstaan met in de tekst te zeggen dat die ambtenaren rijksambtenaar zijn in de zin van het statuut, en met vervolgens te bepalen op welke punten de Regering van dat statuut wil afwijken.

Uit het ontwerp blijkt, dat de ambtenaren die in betrekkingen van het kader van het secretariaat van de Commissie worden benoemd, de hoedanigheid van rijksambtenaar bij het Ministerie van Openbare Werken behouden of verkrijgen en dat zij nadien in aanmerking kunnen komen voor bevordering, verandering van graad of overplaatsing in een andere betrekking van het personeelskader van datzelfde Ministerie. Op dat punt wijkt het ontwerp af van de oplossing aangenomen in artikel 3, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 27 juli 1964 houdende regeling van het ambt van sociaal bemiddelaar, hetwelk bepaalt dat de sociale bemiddelaars, die ook worden benoemd volgens regelen die afwijken van de statuutbepalingen inzake werving, "geen kandidatuur kunnen indienen om benoemd te worden door bevordering, verandering van graad of overplaatsing". De hiervorenstaande interpretatie van het ontwerp wordt bevestigd door de gemachtigde van de Minister, die er evenwel aan toevoegt dat, volgens de bedoelingen van de Minister, de betrekkingen bij het secretariaat van de Commissie ofwel voorgoed zouden kunnen worden verleend aan personen die de hoedanigheid van rijksambtenaar bij het Ministerie van Openbare Werken zullen behouden of verkrijgen, ofwel bij wege van detachering zouden kunnen worden toegekend aan personen die hun vroegere hoedanigheid van rijksambtenaar bij een ander Ministerie of van ambtenaar bij een instelling van openbaar nut zullen behouden. Het ontwerp zou moeten voorzien in de mogelijkheid om met die tweede vorm van aanwijzing te werken. Dat zal alleen mogelijk zijn als de kandidaat, krachtens het statuut waaraan hij onderworpen is, in een ander Ministerie

.../...

kan worden gedetacheerd met behoud van zijn vroegere hoedanigheid. Dat zal onder meer het geval zijn met rijksambtenaren die, krachtens de artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel, in disponibiliteit kunnen worden gesteld wegens bijzondere opdracht. De benoemingsbesluiten zullen dus duidelijk moeten aangeven of de ambtenaar in vast verband is benoemd in een betrekking van het kader van het secretariaat van de Commissie, dan wel gewoon uit zijn bestuur gedetacheerd is om een betrekking van dat kader te bekleden. De gemachtigde van de Minister zegt dat de ambtenaar in laatstbedoeld geval niet in aanmerking kan komen voor bevordering, overplaatsing of verandering van graad bij het Ministerie van Openbare Werken.

Het eerste lid van artikel 3 bepaalt dat in de betrekkingen van het organiek kader van het secretariaat van de Commissie kunnen worden benoemd, "de Staatsagenten of de agenten van instellingen van openbaar nut die genieten van de bepalingen van de wet van 28 april 1958 met betrekking tot het pensioen van de personeelsleden van zekere instellingen van openbaar nut en van hun rechthebbers". Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, worden hier bedoeld de instellingen van openbaar nut die zijn aangewezen in een koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 28 april 1958.

Het tweede lid van artikel 3 bepaalt dat "de benoemingen geschieden ... zonder tussenkomst van de directieraad". Uit de uitleg van de gemachtigde van de Minister blijkt

.../...

dat de Regering niet alleen het optreden van de directieraad, maar ook de toepassing van alle statuutregelen inzake werving en loopbaan ter zijde wil laten. Het is volstrekt nodig de tekst op dit punt te verduidelijken.

Het is onnodig er in het tweede lid van artikel 3 andermaal op te wijzen dat de vaste secretaris en de adjunct-secretaris door de Koning worden benoemd, want dat is reeds bepaald in artikel 5, eerste lid, van het ontwerp-koninklijk besluit tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening.

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte, wordt voorgesteld artikel 3 als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

§ 1. De leden van het personeel van het secretariaat van de Commissie zijn rijksambtenaar in de zin van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ; zij ressorteren onder het Ministerie van Openbare Werken.

De regelen van het statuut van het rijkspersoneel en de besluiten inzake werving en loopbaan van de ambtenaren, zijn niet van toepassing op de benoemingen en bevorderingen in betrekkingen van het kader van het secretariaat van de Commissie.

In de betrekkingen van dat kader kunnen worden benoemd, voor zover zij ten minste drie jaar dienst tellen, rijksambtenaren en ambtenaren van instellingen van openbaar nut op wie de regeling inzake rust- en overlevingspensioenen, bepaald in de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen

.../...

van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, toepasselijk is verklaard.

Met uitzondering van de vaste secretaris en van de adjunct-secretaris, worden de leden van het secretariaat van de Commissie door de Minister van Openbare Werken benoemd.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de Koning, als het gaat om de betrekkingen van vaste secretaris of van adjunct-secretaris, en de Minister, als het gaat om de overige betrekkingen, voor het uitoefenen van ambten in het kader van het secretariaat van de Commissie, ambtenaren aanwijzen die voldoen aan de eisen van § 1, derde lid, van dit artikel, en die uit hun bestuur gedetacheerd zijn volgens de regelen van hun eigen statuut.

Paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel is op die aanwijzingen van toepassing.

De op grond van het eerste lid van deze paragraaf aangewezen ambtenaren kunnen in die hoedanigheid niet door bevordering, door verandering van graad of door overplaatsing worden benoemd in andere diensten van het Ministerie van Openbare Werken.

Inzake wedde, tuchtregeling en verlof, gelden voor die ambtenaren dezelfde regelen als voor de ambtenaren genoemd in § 1 van dit artikel".

.../...

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt dat voor de vaststelling van de wedde der leden van het door de Minister aangewezen personeel "elk tijdperk van beroepsactiviteit voordien uitgeoefend in Staatsverband of in een parastatale instelling, in aanmerking kan worden genomen". Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, moet voor de toepassing van artikel 4 geen onderscheid worden gemaakt tussen de door de Koning te benoemen ambtenaren van hogere rangen ~~de~~ door de Minister te benoemen ambtenaren van lagere rang. Daaruit volgt ook dat uit het gebruik van het woord "kan" niet mag worden afgeleid dat de Minister zou mogen weigeren voor het berekenen van de wedde van een ambtenaar, rekening te houden met de in dit artikel vermelde dienstjaren. Om betwistingen te voorkomen, gebruike men dat woord liever niet. Bovendien blijkt uit de toelichting welke de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt, dat, volgens de bedoelingen van de Regering, de in artikel 4 gebruikte term "parastatale instelling" overeenkomt met de term "instellingen van openbaar nut enz . . .", die in artikel 3 is gebruikt.

Het is onnodig te bepalen dat, voor de wedde-anciënniteit, rekening zal worden gehouden met de bij het Rijk verrichte diensten, want die regel staat reeds in artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 4 als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

Voor de vaststelling van de wedde der leden van het personeel van het secretariaat van de Commissie worden als in aanmerking komende diensten gerekend, behalve de diensten welke de bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries aanneembaar verklaart, alle periodes van activiteit verricht in een instelling van openbaar nut waarvan het personeel onderworpen is aan de regeling inzake rust- en overlevingspensioenen, bepaald in de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden".

Artikel 5.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, is het niet nodig in de gelijkwaardigheid van graden en wedden te voorzien voor de andere personeelsleden dan de vaste secretaris en de adjunct-secretaris, want, behalve die twee graden, zullen in het kader alleen graden worden

.../...

opgenomen die reeds voorkomen in de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn, en in het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden.

De graden van vaste secretaris en van adjunct-secretaris van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening zijn graden van het rijkspersoneel en moeten dus in een bepaald niveau en in een bepaalde rang worden ingedeeld. Opdat de indeling van de graden van het rijkspersoneel niet over een stel teksten verspreid komt te liggen, zou zij moeten worden verricht in de tabel die bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 is gevoegd.

De **weddeschalen** van de graden van vaste secretaris en adjunct-secretaris van de Nationale **Commissie voor de** ruimtelijke ordening, van hun kant, moeten worden vastgesteld in het koninklijk besluit dat nodig is tot het vaststellen van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Ministerie van Openbare Werken.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

In de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Onder titel "I. - Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen" :

- a) de woorden "adjunct-secretaris van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening" worden onder rubriek "Rang 13" ingevoegd tussen de woorden "Voorzitter van een aankoopcomité" en de woorden "Vertaler-directeur";
- b) de woorden "vaste secretaris van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening" worden onder rubriek "Rang 14" ingevoegd vóór de vermelding "Afgeschafte graad (2)".

2° Onder titel "II. - Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen :

- a) de woorden "adjunct-secretaris van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening" worden onder rubriek "Rang 13" ingevoegd tussen de woorden "adjunct-landschef" en de woorden "adjunct-voorzitter van een aankoopcomité";

- b) de woorden "vaste secretaris van de Nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening" worden onder rubriek "Rang 14" ingevoegd tussen de woorden "Inspecteur van Financiën" en de woorden "afgeschafte graad (2)".

Ter wille van deze wijziging in artikel 5 van het ontwerp, moet in de aanhef, na het derde lid, een nieuw lid worden ingevoegd, luidend als volgt :
"Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn;".

Artikel 6.

Dit artikel zegt niet wanneer het ontwerp uitwerking moet krijgen. Volgens de gemachtigde van de Minister is de Regering niet voornemens het ontwerp te doen terugwerken. Dit artikel moet derhalve als volgt worden gelezen : "Dit besluit treedt op ... in werking".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND,

R. PIRSON,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUTENS.